

Familles : avoir le choix peut changer le monde

DÉMOGRAPHIE La liberté de choisir quand, combien et si on veut avoir des enfants

- ▶ Choisir d'avoir des enfants. Ou pas.
- ▶ Choisir combien on en veut, et quand on voudrait qu'ils naissent : cette possibilité est loin d'être généralisée.
- ▶ Le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) vient de publier un rapport passionnant sur ce thème majeur qui touche chacun, avec d'importantes conséquences socio-économiques.
- ▶ L'équilibre démographique se fait mieux quand le choix est libre.

Lorsque les personnes ont les moyens de décider en toute liberté du nombre d'enfants qu'elles souhaitent, elles préfèrent généralement des familles moins nombreuses. En revanche, quand les choix sont limités, elles ont tendance à avoir beaucoup d'enfants ou, au contraire, à en avoir très peu ou même pas du tout, explique Natalia Kanem, directrice exécutive de l'UNFPA. Mais aucun pays ne peut prétendre avoir fait des droits reproductifs une réalité pour tout un chacun. Les choix restent limités pour beaucoup trop de femmes. Des millions de personnes ont donc encore plus (ou moins) d'enfants qu'elles ne le souhaitent, ce qui a des

conséquences individuelles mais également au niveau des communautés et des pays tout entiers. »

En 1994 pourtant, lors d'une Conférence internationale sur la population et le développement au Caire, 179 pays s'étaient engagés à mettre en œuvre les procédures permettant à chacune de faire ses propres choix en matière de santé reproductive : un droit fondamental. Des progrès réels ont été réalisés : la population est beaucoup mieux informée sur ses droits reproductifs et a davantage accès à des moyens lui permettant de réguler sa fécondité. Mais il reste encore d'énormes disparités d'un pays à l'autre,

ainsi qu'à l'intérieur d'un même pays.

Dans de nombreuses régions, la démographie reste un problème : dans les pays où il y a trop d'enfants, on constate que lorsque les femmes ont accès à l'éducation, à l'information sur leurs droits reproductifs et à des méthodes de planning familial, le nombre d'enfants diminue. Et dans les pays où il n'y a plus assez de naissances, l'accès à des garderies, des primes au logement, des congés parentaux et une éducation publique de qualité peuvent faire remonter le nombre d'enfants.

Car, alors, les parents ont vraiment le choix. ■

VÉRONIQUE KIESEL

Pays ayant toujours une fécondité très élevée

Parmi les 43 pays faisant partie de ce groupe des « familles nombreuses », 38 sont situés en Afrique subsaharienne. S'y ajoutent l'Afghanistan, l'Irak, la Palestine, le Timor-Leste et le Yémen : des pays qui ont subi de graves crises ou conflits durant les dernières décennies. Tous ont un taux de fécondité de minimum quatre naissances par femme, ce qui était jadis la règle partout dans le monde. Mais aujourd'hui, un tel taux révèle souvent plusieurs faiblesses : pauvreté, accès limité à l'éducation et aux services de santé, discriminations envers les femmes, trop nombreux mariages des petites filles qui sont alors privées d'éducation et entraînent les grossesses précoces. Puisque la mortalité infantile a considérablement baissé, ce fort taux de natalité entraîne un accroissement rapide de la population, ce qui complique encore plus la tâche des gouvernements qui arrivent encore moins à offrir des services de santé et d'éducation à tous, et des emplois aux nombreux jeunes. Dans ces pays, les couples continuent souvent à vouloir beaucoup d'enfants et ont peu accès à des moyens de planification familiale.

Solutions. Les personnes ayant fait plus d'études et celles disposant de plus de moyens veulent en général avoir moins d'enfants. « Un meilleur accès à l'éducation contribue fortement à la baisse de la fécondité, indique le rapport. Plus longtemps les filles poursuivent leur scolarité, moins elles risquent de se marier et de tomber enceintes. Et les femmes instruites sont mieux armées pour surmonter plus tard les obstacles qui les empêchent d'accéder à un emploi décent et bien rémunéré. »

Pays avec une transition perturbée

Ces pays d'Amérique latine, d'Afrique du Nord et australe et d'Asie centrale, où l'on enregistre entre 2,5 et 3,9 naissances par femme, ont enregistré une importante baisse de la fécondité dans les années 90. Des pans importants de la population ont eu davantage accès à l'éducation. La population s'est urbanisée. Or, en ville, le besoin d'avoir une grande famille est moindre, d'autant que les coûts associés à l'arrivée d'un enfant sont plus élevés. Et les mé-

thodes contraceptives sont plus accessibles. Mais les taux de fécondité dans ces trente pays ont évolué différemment après 2000, explique le rapport. En Algérie, la fécondité avait chuté dans les années 1990, marquées par un conflit interne, avant de repartir à la hausse après la fin de ces troubles. La crise économique a eu les mêmes effets dans plusieurs pays d'Asie centrale, où la fécondité est ensuite remontée. Dans nombre de ces pays, les moyens consacrés aux programmes de planification familiale ont par ailleurs été réduits, les bailleurs de fonds ne jugeant plus leur aide nécessaire. Privées de moyens contraceptifs, nombre de femmes n'ont pu éviter des grossesses non souhaitées.

Solutions. Des programmes publics et de planification familiale accessibles partout sont indispensables. Et comme les femmes les moins instruites ayant souvent le plus d'enfants, l'éducation et l'autonomisation sont aussi des moyens leur permettant de choisir le nombre de leurs enfants.

V.K.

Pays où la fécondité continue à baisser

Dans 33 pays - Etats arabes, pays d'Amérique latine et d'Asie, dont l'Inde -, la fécondité tourne actuellement entre 1,7 et 2,5 naissances par femme. Ces pays ont des profils très variés : on y trouve le riche Bahreïn et le pauvre Népal, et ils ont suivi des chemins différents. Au Brésil, en Malaisie ou en Turquie, la fécondité a commencé à diminuer dans les années 60 et cette baisse s'est poursuivie pour arriver aux niveaux actuels. Par contre, au Bangladesh et en Iran, la fécondité était toujours très élevée dans les années 80 puis elle a baissé rapidement : ces pays ont mis en place des services de santé reproductive y compris dans les zones rurales. Dans ce groupe, le taux de grossesses non désirées a donc fortement reculé. En Inde, entre 2005 et 2015, ce nombre est passé de 0,8 à 0,4 enfant par femme, les couples ayant enfin les moyens nécessaires pour les éviter. Par contre, dans les pays d'Amérique latine, les taux de fécondité chez les adolescents de 15 à 18 ans et les jeunes de 20 à 24 ans sont plus élevés que dans les autres pays de ce groupe. *« Dans ces 12 pays, détaille le rapport, la grossesse survient peu après le premier rapport sexuel et les premières unions se déroulent souvent lors d'une grossesse, non désirée la plupart du temps. Grossesses précoces qui conduisent de nombreuses femmes pauvres à renoncer aux études supérieures. Les filles des ménages plus riches sont mieux informées, elles disposent d'un meilleur accès aux services de contraception et peuvent même accéder à des services d'avortement plus sûrs bien qu'illégaux. »*

Solutions. Un ajustement des politiques publiques. Car il faut à la fois aider les couples en difficulté économique à pouvoir fonder une famille et cibler les groupes enregistrant des grossesses non désirées à les éviter.

V.K.

Pays avec de faibles taux de fécondité

On retrouve dans ce groupe principalement les pays les plus développés d'Asie, d'Europe et d'Amérique du Nord. Dans ces pays ayant en général un bon niveau d'éducation et de revenus, les droits des femmes sont souvent mieux respectés, elles ont accès au planning familial. Mais la pression au travail est souvent élevée, les emplois sont précaires et les tâches inégalement réparties entre hommes et femmes. Ajoutez-y des disparités en matière d'accès à la garde d'enfants, des loyers très chers, le coût élevé de l'éducation, et vous avez des couples qui hésitent sur le fait d'avoir un (premier ou un deuxième) enfant. Et qui lancent la première grossesse plus tard, lorsque leurs emplois semblent stabilisés. Mais lorsque la natalité est en berne, on pointe le risque d'une pénurie de main-d'œuvre et d'un déséquilibre de la sécurité sociale face au vieillissement de la population.

Solutions. La qualité des emplois devrait être au centre des politiques. De nombreuses femmes retardant l'âge de leur première grossesse, elles peinent à concevoir. *« La fécondation in vitro et les autres traitements contre la stérilité peuvent représenter une solution, selon le rapport. Il faudrait s'attaquer à leur coût prohibitif. Un congé parental rémunéré pour les hommes et les femmes, des allègements fiscaux pour les familles, des horaires scolaires plus adaptés et des logements abordables »* sont des pistes permettant de favoriser le libre choix des couples.

V.K.